

FORUM INTERNATIONAL DE LA PAIX

« Qui veut la paix, prépare la paix ! »

Tours, vendredi 18 novembre 2022

1^{ère} table ronde : *Sécurité commune et collective, et multilatéralisme*

Intervention de Reiner BRAUN, directeur du Bureau International de la Paix

Contre le retour de la guerre, pour la paix et le désarmement, pour un nouvel ordre de sécurité collective

Chers collègues et amis de la paix,

L'agression illégale de la Russie contre l'Ukraine montre que l'architecture de sécurité de l'Europe issue du siècle dernier est morte. Le point fort de cette architecture de sécurité fut la Charte de Paris de 1990 et les accords qui ont suivi sur le contrôle des armes et le désarmement en Europe. Mais la mort de cette architecture de sécurité a commencé bien avant la guerre en Ukraine et les responsables en sont principalement les Etats-Unis et les pays de l'OTAN.

Je rappellerais quelques-unes des étapes qui ont conduit à cette issue :

- la fin du Traité INF (armes nucléaires à moyenne portée)
- la non ratification du Traité FCE par la plupart des pays de l'OTAN (limitation des forces conventionnelles en Europe)
- la mise en place d'un bouclier anti missiles contre la Russie
- la militarisation de l'Union Européenne, à l'encontre de la maison commune européenne de Lisbonne à Vladivostok
- les 2% du PIB prescrits par l'OTAN pour les dépenses d'armement

Quelles sont les conséquences pour aujourd'hui et maintenant ?

La priorité indispensable du mouvement pacifiste - à côté de la lutte pour le désarmement face au tsunami antisocial en Europe, c'est d'engager un processus de paix pour l'Ukraine, avec en premier lieu un cessez-le-feu et des négociations.

Les propositions des pacifistes en vue de la paix en Ukraine reposent sur une philosophie : **la politique de sécurité commune**, telle que nous, le BIP, la CSI et le Centre International Olof Palme l'avons présentée dans le nouveau rapport *Sécurité Commune 2022 : notre avenir partagé* paru en avril 2022.

L'idée fondamentale est la suivante : la caractéristique la plus importante de la sécurité commune, c'est d'accepter l'interdépendance, une responsabilité commune et partagé et la prise de conscience que la sécurité à long terme n'est possible qu'avec, et non contre, le partenaire du conflit. Il s'agit de la sécurité au sens large, c'est-à-dire incluant la justice sociale et la paix avec la nature, qui inclut la justice climatique.

Cela signifie concrètement :

- la coopération, le dialogue et les négociations à tous les niveaux, la collaboration en particulier avec la Russie et la Chine, la fin des sanctions, le développement et de nouvelles opportunités pour la coopération euro-asiatique
- la construction de nouvelles coopérations dans le monde, particulièrement au niveau des grandes régions du monde, pour surmonter guerres et conflits.
- l'abolition des armes nucléaires.
- le désarmement complet, pour répondre entre autres aux besoins sociaux et à la justice climatique

- la coopération en matière environnementale. Nous ne limiterons jamais le réchauffement climatique à 1,5 degrés sans coopération.
- une discussion ouverte sur les systèmes économiques et sociaux pour l'avenir (la confrontation et la guerre empêchent toujours de penser les alternatives). Les débats pour un monde plus juste exigent la paix ; la démocratie ne se développe que par la coopération, jamais par la confrontation et la guerre qui tuent les droits démocratiques.
- Et pour la société civile et particulièrement le mouvement pacifiste : la nécessité de se coordonner au plan international et local, la disponibilité à réagir rapidement, à petite ou grande échelle, localement ou au plan international.

Pour finir, je voudrais citer une phrase de Willy Brandt, prononcée lors de son discours à l'occasion de son prix Nobel de la Paix, une phrase qui demeure toujours aussi vraie :

La paix n'est pas tout, mais sans la paix, tout n'est rien.*

* *Frieden ist nicht alles, aber alles ist nichts ohne Frieden* Willy BRANDT, Friedensnobelpreisrede 1971.